



COMMUNE DE VILLEFRANCHE DE  
LAURAGAIS

**Pôle Sécurité  
Service Police Municipale**

**Arrêté Municipal n°AR-PM- 2024-225**

ACTES 6.1 Police municipale

**Objet :**

**Arrêté autorisant l'exploitation d'un métier forain sur le domaine Public Communal**

**Arrêté d'interdiction d'exploitation d'un métier forain sur le domaine Public Communal**

**Le Maire de Villefranche de Lauragais,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2542-2 et suivants,

**Vu** le code de la voirie routière,

**Vu** la délibération du conseil municipal en date du 09.02.2016 approuvant le Règlement Intérieur sur les lieux de fêtes,

**Vu** la délibération N°CM-2024-07-18-09 du conseil municipal en date du 18/07/2024 fixant les nouveaux tarifs d'occupation du domaine public,

**Vu** l'arrêté municipal N°DG-2024-07-09-01 en date 09 juillet 2024 portant délégation de pouvoir et signature à Messieurs Ludovic Andrieux et Jean-François Gleyzes en matière de police, de sécurité et de funéraire ;

**Vu** la demande par laquelle Monsieur CAHOUR Jérémy, né le 02/04/1984 à Toulouse, domicilié En Girette 32600 Lisles Jourdain - route de bidochaine 32600 lias  
adresse mail : djovanashanty@gmail.com

Sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal en vue d'exercer son activité sur la Place Gambetta ou la Place de la Liberté :

- du métier SUPER TAGADA dont les dimensions sont de 10 mètres sur 10 mètres soit **100 mètre/carré**.

**Vu** l'avis favorable émis le 14 août 2024 par la Commission des festivités lors de sa visite préalable.

**Vu** l'avis défavorable émis le 14 août 2024 par la Commission des festivités lors de sa visite préalable.

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

Monsieur CAHOUR Jérémy est autorisé à exercer son activité professionnelle sur la Place Gambetta ou la Place de la Liberté du 14/08/2024 au 18/08/2024 pour le métier désigné dans sa demande

Monsieur CAHOUR Jérémy n'est pas autorisé à exercer son activité professionnelle sur la Place Gambetta ou la Place de la Liberté du 14/08/2024 au 18/08/2024 pour le métier désigné dans sa demande

**Article 2 :**

Monsieur CAHOUR Jérémy est autorisé à occuper le domaine public.

Monsieur CAHOUR Jérémy n'est pas autorisé à occuper le domaine public.

**Article 3 :**

Monsieur CAHOUR Jérémy stationne ses caravanes sur le lieu de vie.

Monsieur CAHOUR Jérémy stationne pas ses caravanes sur le lieu de vie.

**Article 4 :**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable pour une durée définie dans l'Article 1, sans indemnité, en cas de non-respect par le permissionnaire, des conditions précitées, des dispositions du règlement intérieur susvisé ou pour toute autre raison d'intérêt général.

La présente interdiction est applicable immédiatement, sans indemnité, pour le non-respect par le permissionnaire, des conditions précitées, des dispositions du règlement intérieur susvisé ou pour toute autre raison d'intérêt général.

**Article 5 :** Les droits des tiers sont expressément réservés.

Le Directeur Général des Services, le Chef de la Police Municipale, les agents de la Police Municipale, les agents de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires. Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie de Villefranche de Lauragais

Fait à Villefranche de Lauragais, le 14 août 2024

**Le Maire,**

**Valérie GRAFEUILLE-ROUDET**

**Jean-François GLEYZES**

Pour le Maire de la commune,

Et par la délégation,

L'adjoint au Maire en charge de la sécurité



Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, le tribunal administratif de TOULOUSE peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté par courrier postal ou par le biais de l'application Télérecours, accessible par le lien [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa notification et/ou de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :  
- A compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;  
- Deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.  
La requête présentée devant le tribunal administratif fait obligation d'acquitter la contribution pour l'aide juridique prévue par l'article 1635 bis Q du Code général des impôts ou, à défaut, de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle.